

Climat : 2024, nouvelle année record

L'année devrait être la plus chaude, et le 1,5 °C de réchauffement est dépassé pour la première fois

Ces derniers mois, les catastrophes climatiques se sont abattues sans relâche sur la planète, des inondations à Valence (Espagne) aux ouragans aux États-Unis, convoquant tout une gamme de superlatifs : « hors norme », « dantesque »... Il faudra ajouter deux records au tableau d'une année exceptionnelle sur le plan climatique : 2024 est en passe d'être la plus chaude jamais observée, devant 2023, et elle s'avère la première pour laquelle le réchauffement dépasse de 1,5 °C la période préindustrielle. De sorte que l'Organisation météorologique mondiale (OMM) sonne « l'alerte maximale face au rythme effréné du changement climatique », dans son rapport provisoire publié lundi 11 novembre.

Entre janvier et septembre 2024, la température moyenne à la surface du globe a dépassé de 1,54 °C la moyenne préindustrielle, selon l'instance onusienne, qui synthétise six jeux de données internationaux (l'institut européen Copernicus, la NASA, etc.) et dont les estimations seront confirmées en janvier 2025. Pendant seize mois consécutifs (de juin 2023 à septembre 2024), la température moyenne mondiale a battu tous les records précédents, et souvent de loin. Les dix dernières années sont par ailleurs les plus chaudes jamais enregistrées. « 2024 marque un tournant historique. On est sur la tendance lourde et attendue du changement climatique », réagit le climatologue Christophe Cassou.

Une telle flambée de température est due aux émissions de gaz à effet de serre liées aux activités humaines, notamment la combustion d'énergies fossiles (charbon, pétrole et gaz), auxquelles s'est ajouté un épisode El Niño. Ce phénomène naturel associé à un réchauffement du Pacifique équatorial, qui a eu lieu entre juin 2023 et juin 2024, a tiré vers le haut le thermomètre mondial et alimenté de nombreux événements extrêmes. « Alors que le réchauffement mensuel et annuel dépasse temporairement l'objectif de 1,5 °C, cela ne veut pas dire que nous n'avons pas réussi à atteindre l'objectif de l'accord de Paris, c'est important de le souligner », a déclaré Celeste Saulo, la secrétaire générale de l'OMM, dans un communiqué.

L'objectif le plus ambitieux du traité international, qui vise aussi à maintenir la température mondiale bien en dessous de 2 °C, est entendu sur une période longue, d'environ vingt ans, et non pas pour une ou plusieurs années individuelles. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) considère que ce seuil sera franchi de manière durable au début des années 2030. « Les ambitions de l'accord de Paris sont en grand danger », prévient l'OMM. « On se situe en terre inconnue, tant notre régime climatique actuel est totalement différent de celui du XX^e siècle, prévient Sonia Seneviratne, climatologue à l'École polytechnique fédérale de Zurich et vice-présidente du groupe de travail 1 du GIEC. L'urgence est d'arriver à limiter la hausse aussi près que possible de 1,5 °C, car, au-delà, la probabilité augmente d'atteindre



Le lac du barrage Yovkovtzi, touché par une sécheresse prolongée, en Bulgarie, le 8 novembre. NIKOLAY DOYCHINOV/AFP

des points de bascule climatiques globaux ou régionaux. Les Etats en sont pour l'instant très loin : leurs politiques actuelles, totalement insuffisantes, mettent la planète sur une trajectoire de réchauffement de 3,1 °C à la fin du siècle, selon l'ONU.

CERCLE VICIEUX

Le rapport de l'Organisation météorologique mondiale est publié à l'ouverture de la 29^e conférence des Nations unies sur le climat (COP29), qui se tient jusqu'au 22 novembre à Bakou (Azerbaïdjan). Les pays ont la délicate mission d'adopter un nouvel objectif de financement pour permettre aux pays en développement de s'adapter au changement climatique et de réduire leurs émissions. Les concentrations de ces gaz dans l'atmosphère, en particulier le dioxyde de carbone (CO₂) et le méthane, ont battu de nouveaux records. Cet excédent de gaz à effet de serre entraîne un surplus d'énergie, qui réchauffe l'atmosphère et, surtout, les océans, qui stockent 90 % de l'énergie accumulée dans le système Terre.

Les océans continuent par ailleurs de s'élever, mettant en péril les petits Etats insulaires et des centaines de millions de personnes. Le rythme d'élévation du niveau de la mer a plus

« SI L'ENSEMBLE DE LA PLANÈTE EST SANS CESSER DANS UNE SITUATION DE CRISE, CELA LIMITE LES POSSIBILITÉS DE S'ADAPTER »

SONIA SENEVIRATNE
climatologue

qu'il a doublé depuis 1993. En cause : la dilatation thermique des eaux plus chaudes, ainsi que la fonte des glaciers.

Le réchauffement n'est qu'un aspect du dérèglement climatique, qui se manifeste aussi par la multiplication des événements extrêmes. Avant le drame de Valence, qui a coûté la vie à au moins 220 personnes, des milliers d'habitants avaient été frappés par des inondations à répétition en Ardèche, en Seine-et-Marne ou en Europe centrale. Plus de 250 personnes ont également péri après le passage des ouragans Helene et Milton aux États-Unis, en septembre et octobre. Un mois plus tôt, plus de 70 millions d'Américains étaient sous le coup d'une alerte à la canicule. Cette surchauffe a également touché le Mexique, la Laponie, le Japon, l'Australie ou encore l'Arabie saoudite, où plus de 1300 personnes sont mortes lors du pèlerinage de La Mecque.

Tout au long de l'été, des millions d'hectares de forêts ont brûlé un peu partout, au Canada, comme aux États-Unis, en Sibérie, en Europe ou au Brésil, renforçant le réchauffement climatique dans un cercle vicieux. Une fois de plus, ces événements illustrent la globalité de la crise climatique, qui n'épargne plus aucune région. « De nombreuses catastrophes se pas-

sent en même temps, dans plusieurs régions du monde, constate Sonia Seneviratne. Or, si l'ensemble de la planète est sans cesse dans une situation de crise, cela limite les possibilités de s'adapter. » D'autant que la situation n'est pas figée, mais continue de s'aggraver. Les températures restent au plus haut depuis quelques mois, suscitant des questionnements des scientifiques. « Elles sont comparables aux niveaux de l'an dernier alors qu'il n'y a plus d'événement El Niño », s'étonne M. Cassou. D'autres facteurs pourraient contribuer, comme la fonte de la banquise et un océan Atlantique toujours très chaud, mais ne suffisent pas à les expliquer totalement.

La bascule vers un phénomène La Niña n'a par ailleurs pas eu lieu. Ce phénomène naturel de refroidissement du Pacifique équatorial permettrait d'abaisser un peu le thermomètre mondial temporairement. Il avait été annoncé comme possible pour la période entre septembre et novembre, mais n'est plus assuré de se produire, selon une majorité de modèles climatiques. Le débat sur une possible accélération de la crise climatique, qui divise les scientifiques depuis un an, est loin d'être terminé. ■

AUDREY GARRIC

En dix ans, 220 millions de déplacés liés aux crises climatiques

Le nombre de pays confrontés à des risques climatiques extrêmes devrait passer de trois actuellement à soixante-cinq en 2040

La crise climatique touche toutes les zones du monde et toutes les populations. Mais certaines seront plus vulnérables que d'autres. Dans un rapport intitulé « Pas d'échappatoire : en première ligne face au changement climatique, aux conflits et aux déplacements forcés », le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a collecté des milliers de données existantes tout en exploitant de nouvelles sources.

Selon ce document, sur les 123 millions de personnes déplacées de force dans le monde en juin, 90 millions vivent dans des pays exposés à des impacts climatiques élevés ou extrêmes, ce qui rend leur situation d'autant plus précaire. « Les personnes contraintes de fuir leur foyer sont

en première ligne de cette crise : 75 % d'entre elles vivent dans des pays fortement ou extrêmement exposés aux risques liés au climat. A mesure que le changement climatique s'accélère et que son ampleur s'accroît, ce chiffre ne fera qu'augmenter », s'alarme dans un propos introductif Filippo Grandi, à la tête du HCR qui présente son travail, mardi 12 novembre lors de la 29^e conférence des Nations unies sur le climat (COP29).

Les impacts de plus en plus intenses et fréquents des catastrophes naturelles ont un effet massif sur les populations. Au cours des dix dernières années, les catastrophes liées aux conditions météorologiques ont provoqué 220 millions de déplacements internes, selon le HCR qui cite plusieurs exemples. Ainsi, en Somalie,

en 2022, environ 1,3 million de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays en raison de la sécheresse, soit le nombre le plus élevé depuis plus d'une décennie

Interconnexions entre risques

Selon un autre rapport de la Banque mondiale, jusqu'à 105 millions de personnes pourraient devenir des migrants internes au continent africain d'ici à 2050. « Les risques pour les personnes déplacées et leurs hôtes vont considérablement augmenter », préviennent les auteurs du rapport du HCR, qui se sont servis des projections climatiques de plusieurs instituts pour estimer l'évolution d'une situation déjà alarmante. Car le but de ce rapport est surtout d'explorer les interconnexions entre tous les risques courus par des

habitants obligés de fuir pour de multiples raisons. Ainsi, la moitié des personnes déplacées vivent dans des pays exposés à la fois aux conflits et à des risques climatiques élevés ou extrêmes, comme le Soudan, la Syrie, Haïti, la RDC, le Liban, l'Éthiopie ou le Yémen.

En 2023, 42 des 45 pays ayant signalé des déplacements liés à des conflits en ont aussi connu en raison de catastrophes. Le conflit au Soudan a ainsi déplacé plus de 11 millions de personnes, dont près de 700 000 millions étaient arrivés en octobre 2024 au Tchad, un des pays les plus exposés aux risques climatiques. « Au même moment, le Tchad a connu de fortes pluies et des inondations qui ont détruit des infrastructures. Et pourtant, ce pays n'a pas fermé ses portes... », rappelle Jana Birner, experte

du HCR qui a supervisé ces travaux. Mais cela pose la question des aides à lui apporter et des financements pour se préparer à ces situations qui vont s'amplifier. »

Chiffre marquant qui montre l'aggravation à venir de la situation, le nombre de pays confrontés à des risques climatiques extrêmes devrait passer de trois (Bangladesh, Emirats arabes unis, Oman) à 65 en 2040. Et, selon le HCR, la majorité de ces pays accueille déjà des déplacés. Une conséquence du réchauffement global qui va exposer des populations déjà fragilisées après avoir fui leur lieu de vie, en touchant particulièrement les plus précaires, notamment les femmes.

Cette situation est pour l'instant l'un des angles morts de l'action climatique. Seulement 24 des

60 plans nationaux d'adaptation et 25 des 166 contributions déterminées au niveau national incluent des dispositions concrètes sur les déplacements dans le contexte des changements climatiques et des catastrophes. Les Etats « fragiles », selon l'OCDE, n'ont reçu que 10,80 dollars (10,17 euros) par personne et par an au titre des fonds d'adaptation. L'aide financière sera un des sujets de la COP29 qui veut se pencher sur un objectif de doublement du financement de l'adaptation. « Au cœur de cette problématique se trouve le sort de millions de personnes qui n'ont contribué presque en rien aux émissions mondiales de carbone, mais qui sont parmi celles qui en paient le prix le plus élevé », conclut M. Grandi. ■

MATTHIEU GOAR